

<https://www.fakirpresse.info/un-pognon-de-dingue>



« Un pognon de dingue »

- Le Journal - Enquêtes et reportages -



Date de mise en ligne : lundi 4 février 2019

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

Ça coûte un « pognon de dingue », d'après Macron, les aides sociales ? Mais alors, combien ils nous coûtent, les cadeaux du président des riches au CAC40 ?

« On avait eu "Mon adversaire, c'est la finance". Vous, on sait bien que c'est plutôt "Mon amie c'est la finance"...
- Si c'était mon amie, je ne l'aurais pas quittée !
- Vous lui rendrez davantage de services de la place que vous allez occuper... »
C'était sur France 2, le 6 avril 2017. En pleine campagne présidentielle, je sortais un chèque géant sur le plateau de l'Émission politique, face à Emmanuel Macron.

« **FR** : A qui profite le candidat Macron ? J'avais fait un petit truc... J'ai des chèques... Ça, c'est les aides publiques touchées par Whirlpool, 63 millions d'euros. On les récupérera vraisemblablement pas. Ça, c'est le CICE, 22 milliards d'euros par an. Faut savoir que ça bénéficie pour 50% aux très grosses entreprises, et que c'est très peu créateur d'emplois d'après un rapport de France Stratégie qui a été remis au Premier ministre. J'aimerais que vous remplissiez le troisième chèque. Que vous disiez combien, aujourd'hui, vous allez faire de cadeaux au CAC40 avec votre programme...

EM : Le CICE je l'assume totalement, et c'est pas que le CAC40, c'est toutes les entreprises de France et de Navarre. Je l'assume, parce que je pense qu'il faut baisser le coût du travail en France. C'est pas un cadeau, pour moi.

FR : Ça bénéficie à 50% aux grosses entreprises ! On pourrait faire des aides ciblées aux TPE et PME... Quand on donne à Auchan ou à Carrefour, ça n'a économiquement aucun sens !

EM : Mais je ne suis pas contre le CAC40...

FR : Ah ça on le savait ! Merci de l'information...

EM : C'est parce que je ne veux pas être démago...

FR : (s'adressant à Pujadas) Bon, en plus, il a pas rempli le chèque, alors qu'on aimerait bien qu'il le remplisse !

EM : Mais vous voulez pas que je remplisse un chèque pour le CAC40, non ?

FR : Si, parce qu'y a des choses, les autres ont dit qu'ils les feraient et ils ne les ont pas faites. Vous, vous ne le dites pas, mais vous le ferez... »

Alors, comme il ne voulait pas s'engager, Emmanuel Macron, un an plus tard, on a ressorti le chèque, et la calculette.

On a additionné, soustrait, multiplié.

Et on a trouvé, au bout d'un an de présidence, le vrai chiffre des cadeaux au CAC40. Celui qu'il aurait dû inscrire sur le chèque, avant même l'élection, pour qu'on soit vraiment au courant...

- Suppression de l'impôt sur la fortune :	4 600 000 000 €
- Instauration de la Flat Tax :	1 300 000 000 €
- CICE :	22 000 000 000 €
- Modification du CICE :	4 600 000 000 €
- Suppression de la 4 ^e tranche de la taxe sur les hauts salaires :	137 000 000 €
- Suppression « Brexit » de la taxe pour les banquiers et assureurs :	250 000 000 €
- Baisse de l'impôt sur les sociétés :	1 200 000 000 €
- Suppression de l'Exit Tax :	800 000 000 €
Total :	34 887 000 000 €

Baisse de l'impôt sur les sociétés : 1,2 milliard

« En allégeant les charges et les impôts sur les entreprises, je rendrai l'investissement dans le capital des entreprises plus profitable », promettait Emmanuel Macron. Alors qu'il baisse continuellement (sans succès) depuis trente ans, le taux d'impôt sur les sociétés est encore rogné pour passer en 2018 de 33 à 28% pour les bénéfices jusqu'à 500 000 euros. Soit 1,2 milliard chaque année pour nos finances. Objectif pour 2022 : descendre à 25%.

Suppression « Brexit » de la taxe pour les banquiers et assureurs : 250 millions

Comment attirer les banquiers et assureurs anglais qui fuient la Grande-Bretagne, traversent la Manche par bateaux entiers, réfugiés économiques terrorisés par le Brexit ? Emmanuel Macron leur fait une ristourne fiscale : la suppression de la taxe sur les hauts salaires pour les banquiers et assureurs expatriés. Soit 250 millions de cadeau de bienvenue, chiffre le Sénat, pour donner l'amour de la France.

Instauration de la Flat Tax : 1,3 milliard

« Je réduirai la fiscalité du capital pour la ramener à des niveaux plus proches de la moyenne européenne », avait promis le candidat Macron. C'est le prélèvement forfaitaire unique sur le capital, plus connu sous le nom de Flat Tax. Le principe : pour ne pas plonger dans l'insécurité les financiers qui boursicotent en France, on fixe un plafond à leur imposition. 30% des revenus financiers, pas moins, mais surtout pas plus. Sauf que jusque là le capital était taxé, grosso modo, à hauteur de 60%. Et qu'on met les prélèvements sociaux en bonus dans le paquet. ça coûte des sous, donc, et même beaucoup : 1,3 milliard de recettes perdues cette année, 1,9 milliard l'an prochain.

Suppression de la 4^e tranche de la taxe sur les salaires : 137 millions

« Parmi les investisseurs étrangers, il y a des salariés qui ont des niveaux de revenus élevés. Or, la taxation de ces revenus est très forte », déplorait Bruno Le Maire, le 5 juillet 2017. On supprime donc la taxe que devaient payer les entreprises sur les salaires les plus élevés. Soit 137 petits millions d'euros de recettes en moins, selon le Sénat. Peanuts.

Suppression de l'Exit Tax : 800 millions

« C'est une grave erreur pour nos start-up, parce que nombre d'entre elles, considérant la France moins attractive,

ont décidé de lancer leurs projets en partant de zéro à l'étranger afin d'éviter cet impôt. »

C'est Emmanuel Macron *himself* qui le dit, et pas n'importe où : dans *Forbes*, le magazine des milliardaires. Dans son viseur : l'*Exit Tax*. Instaurée en 2011 par Nicolas Sarkozy, elle vise les exilés fiscaux qui transfèrent leur domicile à l'étranger pour y vendre leurs sociétés ou leurs actions. Quelque 800 millions d'euros de taxe sur les ventes pourraient ainsi échapper à l'administration fiscale, selon un rapport du Conseil des prélèvements obligatoires.

Suppression de l'impôt sur la fortune : 4,6 milliards

L'impôt sur la fortune (ISF), c'est démodé, selon le président. Pour que les 350 000 contribuables les plus riches puissent faire ruisseler leur argent, on ne taxe plus, dès octobre 2017, que la fortune immobilière (IFI). Et on ne touche plus aux actions, par exemple. Cette mesure, « *ce n'est pas de l'injustice, c'est une politique d'investissement* », se défend le président. Sans savoir ce qui sera fait de l'argent... Coût annoncé du cadeau : 3,2 milliards d'euros par an (contre 2 milliards évoqués pendant la campagne présidentielle). Sauf que l'ISF devait en fait rapporter 5,4 milliards en 2017, et que l'IFI ne rapportera que 800 millions. Différence : 4,6 milliards.

Le CICE : 22 milliards

Voilà un pur bébé Macron, imaginé dès 2012 par celui qui était alors conseiller de François Hollande à l'Élysée. Le Crédit d'impôt compétitivité emploi, c'est 22 milliards offerts chaque année aux plus grosses entreprises, comme Auchan, qui s'empresse de les reverser à leurs actionnaires, disent les chiffres. Sans embaucher en contrepartie, assurent deux rapports de France Stratégie, organisme rattaché à Matignon : 100 000 emplois au grand maximum, voire aucun selon certaines études.

Modification du CICE : 4,6 milliards

Le CICE ne fonctionne pas ? Tel Diafoirus dans *le Malade imaginaire*, Emmanuel Macron ne conçoit que d'infliger une nouvelle saignée : pour améliorer les choses, il faut aller encore plus loin. Le CICE est donc transformé en baisse de cotisations. Au passage, il en coûtera 4,6 milliards de plus, à partir de 2019.

Total : 34 887 000 000 Euros